

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy

Saint Barthélemy d'Anjou, le 12 février 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/01/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAUL GRANDJOUAN SACO – CTR 49

ZAC de l'Aubinière
28 rue du Rocher
49800 Trélazé

Références : EC-2024-45-INSP-GRANDJOUAN SACO-CTR 49-Trélazé-RAP
Code AIOT : 0006301385

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/01/2024 dans l'établissement PAUL GRANDJOUAN SACO implanté ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 Trélazé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'un dossier de demande d'autorisation d'exploiter déposé le 22/12/2023. Ce projet consiste à rapatrier l'activité de broyage de papier du site d'Avrillé vers le site de Trélazé. Des travaux d'aménagement sont en cours. Le jour de l'inspection, les activités de tri, regroupement étaient en phase transitoire.

L'exploitant prévoit la mise en place de la presse à balles et des convoyeurs en mai/juin 2024. L'installation du broyeur papier dans un caisson insonorisé est prévue en fin d'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAUL GRANDJOUAN SACO CTR 49
- ZAC de l'Aubinière 28 rue du Rocher 49800 Trélazé
- Code AIOT : 0006301385
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de l'établissement CTR 49 du groupe VEOLIA PROPRETÉ situé à Trélazé sont la collecte et le tri-transit de déchets non dangereux issus d'activités économiques.

La raison sociale du site est PAUL GRANDJOUAN SACO.

Les effectifs sont d'une vingtaine d'employés dont au maximum quatre sur le centre de transit.

Le site est exploité sous couvert d'un arrêté préfectoral d'autorisation du 27 février 1996 modifié les 27 juin 1999 et 1er octobre 2012 et d'un ancien acte du préfet sur l'antériorité de l'établissement soumis à Enregistrement du 24 janvier 2019.

Le site a réceptionné 32 533 tonnes en 2023, et expédié 31 139 tonnes cette même année.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 6.6	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
3	Bilan d'activité	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 7.4	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Prévention de la pollution atmosphérique	Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 5	Sans objet
4	Entreposage des déchets - suite de l'inspection du 04/04/2022	Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté le jour de l'inspection que le site était bien entretenu et propre. Les travaux dus au projet semblent bien gérés en termes sécuritaires.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- transmettre les rapports des campagnes de mesures sonores dans l'environnement au titre de l'année 2017 dans un délai de 15 jours;
- transmettre les rapports des campagnes de mesures sonores dans l'environnement au titre de l'année 2024 dès réception ;
- transmettre le bilan d'activité au titre de l'année 2023 d'ici fin mars 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 6.6
Thème(s) : Autre, Gêne et contrôle des niveaux acoustiques
Prescription contrôlée : L'inspecteur des installations classées demande à l'exploitant de procéder à une surveillance périodique de l'émission sonore en limite de propriété de l'installation. Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : L'exploitant déclare avoir réalisé une campagne de mesures de nuisances sonores en 2017. Une nouvelle campagne a été réalisée en janvier 2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">➤ transmettre les résultats de la campagne 2017 sous 15 jours;➤ transmettre les résultats de la campagne 2024 dès réception.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 2 : Prévention de la pollution atmosphérique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 5
Thème(s) : Autre, Poussières, gaz, odeurs
Prescription contrôlée : 5.1 L'exploitant prend toute disposition pour éviter les envols d'éléments légers. Les poussières, gaz polluants ou odeurs, doivent être captés à la source et canalisés. 5.2 Si nécessaire, les dispositifs d'aspirations sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants doivent par ailleurs satisfaire la prévention des risques d'incendie et d'explosion.
Constats : Le site ne dispose pas de point de rejets atmosphériques canalisés. Dans le cadre de l'évolution du site avec le rapatriement du broyeur de l'établissement d'Avrillé, un rejet canalisé sera mis en place au niveau du dépoussiéreur.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Bilan d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/02/1996, article 7.4
Thème(s) : Situation administrative, Bilan d'activité
Prescription contrôlée : Au plus tard le 1 ^{er} mars de chaque année, l'exploitant adresse à l'inspecteur des installations classées un bilan d'activité du centre de tri.
Constats : L'exploitant ne transmet pas de bilan d'activité du centre de tri, regroupement de Trélazé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre avant le 31 mars 2024, le bilan au titre de l'année 2023. L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de transmettre un bilan d'activité annuellement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Entreposage des déchets - suite de l'inspection du 04/04/2022

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 06/06/2018, article 13 IV
Thème(s) : Risques accidentels, Évaluation du volume de stock de déchets
Prescription contrôlée : Les aires de réception, de transit, regroupement, de tri et de préparation en vue de la réutilisation des déchets doivent être distinctes et clairement repérées. Les zones d'entreposage sont distinguées en fonction du type de déchet, de l'opération réalisée (tri effectué ou non par exemple) et du débouché si pertinent (préparé en vue de la réutilisation, combustible, amendement, recyclage par exemple). L'exploitant dispose de moyens nécessaires pour évaluer le volume de ses stocks (bornes, piges, etc.).
Constats : L'exploitant a déposé le 22/12/2023 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter. Ce projet consiste notamment à rapatrier l'activité de broyage papier du site d'Avrillé sur celui de Trélazé. Ce nouveau projet nécessite des travaux d'aménagement en cours. L'exploitation du site est désormais dans une phase transitoire : les déchets sont stockés dans des bennes de 35 m ³ et des alvéoles. Les bennes sont évacuées dès remplissage. Les alvéoles sont identifiées et jaugées. A la date du 1 ^{er} février 2024 l'exploitant stockait un total de 276 tonnes réparties comme suit: DRATS ISDND : 90t DRATS Incinérables :20t Bois B : 20t Bois A : 5t

Plâtre : 20t
Déchets verts : 15t
Végétaux : 10t
Verre collecté : 5t
Verre industriel : 10t
Verre pare-brise : 15t
Carton : 10t
Balayures : 20t
Pneus : 15t
PVC : 5t
Plastiques : 11t
Papiers : 5t

L'exploitant organise l'évacuation régulière des déchets vers les exutoires, de manière notamment à ce que le site soit le plus vide possible le dernier jour de la semaine.
L'inspection considère que le volume des stocks de déchets présents sur site sont gérés de façon satisfaisante.

Type de suites proposées : Sans suite